

Discours de son Ex. Pr. Dr. Souli Nanthavong
Président de l'Organisation pour la Science la Technologie et
l'Environnement de la RDPLao
Kyoto 1-10 Décembre 1997

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de la Délégation Lao, permettez-moi, Monsieur le Président de me joindre à mes prédécesseurs pour vous exprimer nos félicitations les plus sincères pour votre élection, nos plus profondes appréciations au peuple et au gouvernement du Japon pour avoir accueilli si chaleureusement la troisième session de la Conférence des Parties à Kyoto. Nous reconnaissons sincèrement la qualité indiscutable du Secrétariat pour la préparation des documents et de l'organisation de cette si historique conférence.

Bien que le Laos soit parmi les pays les moins développés du monde, nous pouvons arguer de pouvoir encore préserver nos forêts primaires tropicales. En effet selon les dernières données, la superficie totale de la forêt couvre environ 47% de la superficie totale du pays. Cette politique forestière nous a permis de contribuer sensiblement à la lutte globale des changements climatiques conformément à l'article 4.1 de la Convention.

Actuellement grâce au financement du Fonds pour l'Environnement Mondial et à l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement, nous sommes en train de préparer un inventaire national des émissions des gaz à effet de serre afin de publier un rapport national au milieu de l'année 1999, soit quatre ans après notre ratification de la Convention.

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le peuple et le gouvernement Lao apprécient sincèrement les efforts déployés par les pays Parties à l'annexe I de la Convention pour leur engagement dans la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Toutefois ces efforts déployés sont encore loin de répondre aux exigences de la stabilisation de la concentration de ces gaz dans l'atmosphère, à un niveau qui empêcherait toute perturbation dangereuse du système climatique. Pour ainsi dire, il est de nécessité cruciale d'accomplir le Mandat de Berlin avec un protocole réaliste et à objectifs bien précis à Kyoto. Ce protocole doit être basé sur le principe pollueur-payeur. Il est clair qu'il appartient aux gros émetteurs des gaz à effet de serre de prendre la tête dans la réduction de ces émissions et d'en prendre des mesures de manière significative.

Tous les pays, notamment les pays en développement sont déterminés à développer leur économie sans perturber l'équilibre climatique de la planète. Mais sans support technique et financier des pays nantis, les pays en développement ne seraient pas en mesure d'entreprendre un développement national durable et de participer activement à la lutte des changements climatiques. L'assistance technique et financière doit être accentuée surtout en rapport avec les pays les moins développés. Le transfert de technologie doit être approprié aux conditions réelles de ces pays.

Concernant le Mécanisme Financier pour la Convention, comme notre Délégation l'a déjà exprimé à la deuxième Session de la Conférence des Parties à Genève, nous reconnaissons qu'il n'existe jusqu'à maintenant aucune institution aussi appropriée que le Fonds pour l'Environnement Mondial. Mais pour que le FEM puisse répondre aux exigences de plus en plus grandissantes des pays en développement Parties à la Convention, il est nécessaire que le FEM prenne en considération les propositions du Groupe

des 77 et la Chine lors de la deuxième Session de la Conférence des Parties à Geneve. Cela va sans dire qu'il n'y a aucune exclusion pour les pays développés de pouvoir fournir, et pour les pays en développement de pouvoir obtenir, de ressources financières par voie bilatérale, régionale ou multilatérale aux fins de l'application à la Convention.

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Laos souhaite profondément l'accomplissement du Mandat de Berlin. Nous avons confiance en la bonne foi, en la conscience morale profonde de toutes les Parties à la Convention pour la lutte contre les changements climatiques de notre planète. Les pays Parties à l'annexe I nous ont déjà prouvé leur engagement quant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre et nous avons la ferme conviction qu'ils vont continuer à remplir cette responsabilité consciencieusement tout en faisant leur possible quant à l'accord sur le Protocole de Kyoto.

Pour terminer, Monsieur le Président, permettez ma Délégation d'ajouter ce dicton Laotien:

**"Ne remettons pas à demain
Ce que nous avons à faire aujourd'hui;
Ne remettons pas à plus tard
Ce que nous avons à faire tout de suite."**

Je vous remercie